



Agriculture et travail saisonnier – migrant : rencontre d'organisations membres d'ECVC au Portugal

Les politiques agricoles et commerciales, nationales et communautaires conduisent à la destruction de la main-d'œuvre familiale et poussent à l'exploitation de la main-d'œuvre saisonnière migrante.

C'est la conclusion de la rencontre de ce jour à Coimbra, entre la CNA et une délégation du SOC et de la Confédération Paysanne venue constater la réalité du travail agricole migrant saisonnier au Portugal.

Alors que chaque année diminue la population agricole familiale (au Portugal en 10 ans : – 443 000 actifs), nous assistons à une demande croissante d'une main d'oeuvre saisonnière migrante étrangère, mais aussi du pays.

Cette réalité est le fruit des politiques nationales et européennes qui soutiennent partout en Europe une agriculture industrialisée, concentrée et tournée vers l'exportation au détriment de l'agriculture paysanne et de l'économie locale.

Pour exister sur le marché mondial, ce modèle, en plus d'être néfaste pour l'environnement, exploite des hommes et des femmes privés de leurs droits, notamment à travers des entreprises intermédiaires, véritables négriers du XXI ème siècle. Dans ce contexte de mondialisation néolibérale, les personnes sont considérées comme de simples marchandises, un facteur de production qui doit être le moins cher possible. Nous constatons d'après nos rencontres que ces migrants viennent d'Europe de l'est, d'Afrique mais aussi d'Asie.

Le manque de coordination et de moyens européens rendent les services d'état impuissants face à ce trafic d'humain, opéré par des réseaux mafieux dont les profits dépassent ceux du trafic de stupéfiants.

La rentabilité de ces entreprises agricoles n'est rendue possible que grâce à la captation des aides publiques et à l'exploitation de cette main d'œuvre migrante.

Ce phénomène s'aggrave avec les politiques commerciales de l'Union Européenne renforcées par des traités de libre échanges comme celui signé avec le Maroc dont le SMIC agricole est d'environ 5 euros par jour.

La CNA, le SOC et la Confédération Paysanne appellent, à l'occasion de l'Année Internationale de l'agriculture familiale des Nations Unies, à l'abandon de ces stratégies économiques tournées vers l'exportation et destructrices des agricultures familiales d'ici et d'ailleurs. Les enjeux économiques et commerciaux doivent être subordonnés à des politiques garantissant la souveraineté alimentaire et des emplois agricoles dignes :

- en relocalisant les productions et la consommation
- en redonnant à la nourriture une valeur couvrant les coûts de production et permettant de rémunérer correctement le travail



- en imposant une juste distribution de la valeur ajoutée du producteur au consommateur.
- En imposant des modes de production respectueux de l'environnement préservant les ressources naturelles.

La CNA, le SOC et la Conf apportent leur solidarité et soutien aux travailleurs migrants exploités. Nos organisations continueront à se battre avec eux contre toute forme de répression et de déni des droits syndicaux et sociaux fondamentaux.

Le 24 septembre 2014